Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2020)
Heft: 2

Artikel: Il est plus facile de sortir de l'Union soviétique que de l'Union européenne
Autor: Richardot, Philippe
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-913854

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'armée britannique poursuit son engagement aux côtés de ses partenaires de l'OTAN. En particulier dans le renforcement des Etats baltes par la rotation de forces terrestres et aériennes.

International

Il est plus facile de sortir de l'Union soviétique que de l'Union européenne

Philippe Richardot
Historien et membre de l'Association des écrivains combattants

L'Union des Républiques socialistes soviétiques, le géant totalitaire, l'ennemi juré de la guerre froide s'est effondrée entre août et décembre 1991. Dix anciennes Républiques proclament leur indépendance, l'acte final est prononcé le 12 décembre quand le Soviet suprême de la République de Russie dénonce le traité d'Union. Treize jours plus tard, Gorbatchev démissionne de la présidence d'un État déserté et le drapeau rouge descend du Kremlin... Depuis, seule la Biélorussie et les nations d'Asie centrale sont restées proches de Moscou, les autres sont tombées dans l'orbite euro-américaine. Le monde est-il devenu plus sûr ? Le droit des peuples a-t-il triomphé ?

Le 23 juin 2016, les Britanniques votaient OUI au Brexit, soit leur sortie de l'Union européenne. Le 29 mars de l'année suivante, la procédure était entamée sans trop se presser. A la fin 2019, les Britanniques en sont à leur quatrième report, leur économie extravertie ne s'est toujours pas effondrée comme certains l'annonçaient. Certes, ils ne s'attendaient pas à payer des droits de sortie, ce que l'Union soviétique communiste ne demandait pas. Les accords semblent plus compliqués que prévus, alors qu'une clause de réciprocité simple aurait facilement tourné certains écueils. Derrière cette âpre négociation, se profilait le chantage fumeux entre « Brexit mou » et « Brexit dur ». Deux explications à ce retard, il y a une féroce opposition au BREXIT dans le Royaume pas si Uni. Ceux qui l'ont voté derrière Nigel Farage sont des conservateurs, en gros l'Angleterre churchillienne, celle qui *« entre l'Europe et le grand large choisira toujours le grand large »*. Ceux qui ont voté contre et freinent des quatre fers sont une majorité de travaillistes rejoints par un petit nombre de conservateurs, ce groupe s'apparente à la petite famille historique des *Appeasers*, les « Appaiseurs » qui insultaient le bellicisme de Churchill et voulaient la paix à tout prix face à Hitler, face à l'Allemagne. L'indépendance britannique n'est pas leur fort. Or, le Royaume-Uni n'a plus de Churchill à disposition, et le camp du OUI n'y arrive pas malgré la majorité des suffrages et le soutien des Etats-Unis de Donald Trump (Obama, mondialiste, était contre).

Il est vrai que le vote des peuples a de moins en moins d'importance dans l'Union européenne. En 2005, les Néerlandais et les Français votaient un NON franc et massif au projet filandreux d'une constitution européenne, les Britanniques n'ont alors même pas voulu voter. Les perdants, qui avaient et ont l'appui de médias peu objectifs mais pas tout-puissants, ont prétendu qu'il s'agissait d'un NON d'humeur, prononcé à la légère par une bande aléatoire d'irréfléchis... Tel n'était pas le cas. Ce texte, qui donnait d'importants pouvoirs à trois commissaires dont le mode de désignation n'était pas évoqué, ne pouvait pas passer auprès de peuples aux longues traditions démocratiques. Car, lorsqu'un ensemble territorial est formé par d'ex-Etats indépendants, il s'agit ni plus ni moins que d'un Empire. Lorsque ses dirigeants ne sont ni issus d'une souche dynastique, ni élus, il ne s'agit plus ni d'une monarchie, ni d'une démocratie... Alors, comme les peuples regimbaient, on leur a imposé un « traité simplifié » moins décisif certes sur le moment. Dix ans plus tard, la crise de la dette grecque a éclairé ce que valait le vote populaire dans l'Union européenne. En 2015, la dette grecque est la deuxième au monde après le Japon en termes de rapport avec le Produit Intérieur Brut (175,9 % pour les Grecs, 226 % pour les Japonais, à la même date l'Italie est à 135,3 %). La Commission européenne, la Banque Centrale européenne et le Fonds monétaire international, représentant les créanciers, imposent alors un nouveau plan d'austérité : baisse de certains avantages fiscaux pour les agriculteurs, baisse des salaires de la fonction publique, augmentation des prélèvements pour soins de santé sur les pensions de 4 % à 6 %, gel des retraites jusqu'en 2021. Le gouvernement de gauche populiste d'Alexis Tsípras lance un référendum contre ce plan... Le NON passe à 61,31 % le 5 juillet.

Mais cela ne sert à rien, menacé de voir son pays privé de liquidités, Tsípras lâche. Le Parlement grec accepte à 73 % ce que le peuple avait refusé. Selon Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne : « *il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* ». Les Britanniques alors endettés à 86,9 % sont partagés à ce spectacle : la *City* a un mépris évident pour la Grèce qu'elle exprime dans l'acronyme PIGS, « Cochons », en fait Portugal, Italy, Greece, Spain ; la façon brutale de traiter la Grèce pousse au Brexit la partie nationale des conservateurs, déjà échaudée par le référendum presque réussi sur l'indépendance de l'Ecosse : « et si cela nous arrivait aussi ? »

Et qu'arrive-t-il aux Français ? C'est déjà arrivé et leur passe dessus. Les lois d'austérité qu'ont subies les Grecs, les Français les subissent à leur tour en 2018-2019 avec Emmanuel Macron : prélèvements de 4 % sur les retraites, autant sur l'énergie, 12e année de gel du salaire des fonctionnaires et prélèvements, mise en cause de la retraite par répartition... situation de révolte perlée qu'on n'avait pas vue depuis plus d'un siècle, poussant à bout les forces de sécurité. La question sociale pose aussi la question de la souveraineté nationale. En outre, la montée de mouvements populistes en Europe et ailleurs s'avère souvent une réaction à un autoritarisme idéologique politiquement correct ou économique ultralibéral. S'il y a des populismes de gauche (Grèce) ou de droite (Italie), il n'y a pas d'unité de ces mouvements et encore moins de concertation entre eux. Car ils n'arrivent pas à exprimer un corpus idéologique clair et nouveau, travail qui avait été fait au XIXe siècle par les libéraux, les socialistes ou les nationalistes et qui a tenu le siècle suivant. Même quand un chef populiste meurt d'un accident de voiture, comme à l'extrême droite l'Autrichien Jörg Haider, dix, vingt ans après leurs partis sont plus forts. Cela n'a pas été le cas pour Alexander Dubček, un populiste de gauche, partisan d'un « socialisme à visage humain » qui voulait vainement maintenir l'unité de la Tchécoslovaquie en 1992. Les mouvements populaires fusillés en 1830 et en 1848 sont tous réapparus et ont fini par l'emporter. Aujourd'hui, le fait que les partis établis, que les médias les plus proches du pouvoir, mais pas tous, évoquent le « populisme » comme un danger ou une insulte en dit long sur la dérive politique actuelle. Car « populisme » et « démocratie » définissent un pouvoir basé sur la volonté du peuple. Si tel n'est plus le cas, si le jeu biaisé des institutions rejette les deux tiers des électeurs dans la non-représentation et le mécontentement, c'est un retour à peine déguisé au suffrage censitaire et à l'oligarchie. Le vrai danger est peut-être là. La Suisse résiste miraculeusement à ce maelström. Le miracle est dû à la clairvoyante volonté de son peuple et à son système de démocratie directe. Il l'a sauvé jadis des Habsbourg, il le protège aujourd'hui.

P. R.

Char de combat *Challenger* revalorisé en embuscade.

Tir de nuit d'une formation de forces spéciales à la mitrailleuse de 12,7 mm M2HB.

Ci-dessus : Tir d'un engin guidé *Javelin*, issu du «partenaire» américain. Ci-dessous : Alors que les programmes de revalorisation de nombreux engins et systèmes marquent le pas, le développement de l'*Ajax* -en tant que char de reconnaissance- est un réel succès. De nombreuses plateformes devront être remplacées dans la prochaine décennie